

# Revue de presse de l'OECT

## Lundi 5 septembre 2016



## Appel pour une mobilisation internationale en faveur de la Tunisie



*Afif Chelbi, Président du Comité d'orientation du Cercle Kheireddine et Hamadi Dachraoui Président du Cercle informent que le Cercle Kheireddine, le Cercle des Economistes français, et la Fondation Prospective & Innovation, en collaboration avec l'Association des Tunisiens des Grandes Ecoles, l'Association pour la Recherche sur la Transition Démocratique, l'Initiative pour le Développement Economique et Social et Tunisian American Young Professionals, lancent un appel conjoint pour une mobilisation internationale en faveur de la Tunisie :*

Le peuple tunisien a, par la seule force de ses convictions, réalisé en janvier 2011 une révolution pacifique au cours de laquelle les slogans lancés ont puisé leurs sources dans les valeurs universelles de liberté de dignité et de justice sociale. Il a fait preuve depuis lors d'une maturité exceptionnelle dans la gestion de la transition, comme l'illustre le Prix Nobel de la Paix attribué aux quatre principales organisations de la société civile tunisienne ayant parrainé le dialogue national.

En mai 2011, des économistes de plusieurs pays ont signé l'appel pour un soutien du G 8 au programme de développement économique et social tunisien. La communauté internationale était appelée à être au rendez-vous de l'histoire et à considérer la Révolution tunisienne comme un bien public mondial.

Cinq ans plus tard, alors que la Tunisie a consolidé sa transition démocratique et continue de bénéficier d'un fort courant de sympathie, l'appui de la communauté internationale a été pour le moins parcimonieux.

Nous avons pourtant la responsabilité collective de faire en sorte que cette transition réussisse et de prouver que la coopération économique est la meilleure barrière contre les extrémismes. Il est donc essentiel que la communauté internationale marque sa solidarité avec la Tunisie pour qu'elle puisse être et demeurer un exemple à suivre en matière de changement social, économique et démocratique pour l'ensemble de la région et au-delà.

Le risque auquel nous avons à faire face aujourd'hui est celui d'une mauvaise coordination des actions; le risque que le reste du monde attende que la Tunisie ait achevé sa transition pour l'aider, alors qu'elle a besoin de cette aide pour réussir cette transition. Sur le plan économique, les transitions démocratiques engendrent souvent une perte de croissance avant une reprise. Celle-ci tarde cependant à venir. La Tunisie a besoin d'un engagement international afin d'éviter que cette phase récessive ne dure trop longtemps, ce que ni son économie, ni sa société ne peuvent endurer. La Révolution n'a certes pas de prix, mais elle a un coût. La situation sécuritaire reste encore fragile et la situation économique s'est détériorée, ce qui a amené les agences internationales de notation à dégrader la Tunisie.

Aujourd'hui, la transition démocratique en Tunisie est à la croisée des chemins, avec un certain nombre d'acquis enregistrés, mais également des menaces qui pourraient avoir de graves conséquences, non seulement pour la Tunisie, mais aussi pour la région euro-méditerranéenne. Les derniers attentats terroristes qui ont endeuillé les deux rives de la méditerranée, la vague migratoire sans précédent qui submerge l'Europe, nous rappellent qu'au delà de la contingence de nos intérêts, doit prévaloir la communauté de nos destins.

Dans ce contexte, le Plan de développement économique et social 2016-2020 est venu fixer des objectifs ambitieux mais réalistes, car la Révolution a brisé le «plafond de verre de l'anti-démocratie» qui faisait perdre à la Tunisie plusieurs points de croissance.

Ce Plan comprend un vaste programme d'actions et de réformes qui devront permettre d'engager un nouveau modèle de développement, plus équilibré régionalement, plus inclusif socialement et plus ambitieux en terme d'intégration internationale. Il vise fondamentalement à préserver le modèle sociétal tunisien bâti sur l'autorité de l'Etat de droit, la démocratie, le rôle central joué par les femmes, la quête de plus de justice sociale et de libertés individuelles et une éducation fondée sur des valeurs universelles et porteuse de modernité.

Ce Plan prévoit en particulier un effort massif d'investissements publics et privés. Les besoins de son financement sont de l'ordre de 60 milliards d'euros sur 5 ans. Pour y faire face, la Tunisie comptera tout d'abord sur ses propres forces. L'épargne nationale couvrira 60 % des besoins, mais elle aura besoin inévitablement de financements extérieurs.

Nous appelons aujourd'hui la communauté internationale, à soutenir la transition en Tunisie et plus précisément à soutenir une feuille de route qui serait élaborée et conduite par la Tunisie; feuille de route qui identifierait clairement les acteurs impliqués et les montants à mobiliser.

Plus précisément, nous appelons la communauté internationale à mettre en œuvre:

— Un programme de soutien international doté de 20 milliards d'euros sur 5 ans.

— Une déclaration claire sur les modalités de mobilisation et de coordination entre les différentes institutions financières (FMI, Banque mondiale, BERD, BEI, BAD et BID) afin qu'elles puissent contribuer de manière optimale à la croissance et à la restructuration de l'économie tunisienne.

— Un engagement, à titre individuel, des pays européens d'appuyer l'obtention pour la Tunisie du statut de partenaire associé de l'Union européenne avec un plein accès aux fonds structurels européens.

La Tunisie serait ainsi définitivement engagée dans un processus de transition historique avec son volet politique de construction d'une démocratie moderniste et son volet économique et social basé sur un plan de développement ambitieux. La communauté internationale dans son ensemble est invitée à se mobiliser rapidement pour contribuer à la réussite de ce processus dans le cadre d'un authentique partenariat qui aura des répercussions internes et externes,

importantes en favorisant une transition démocratique allant dans le sens de l'ouverture et de la modernité et conduisant à plus de prospérité pour la Tunisie et pour la région euro- méditerranéenne.

Liste des premiers signataires :

Aghion Philippe

Arbi Hédi

Barré-Sinoussi Françoise, Prix Nobel de Médecine

Beacco Jean-Michel

Belhaj Ali Amel

Ben Achour Yadh

Ben Amar Tarak

Ben Becheur Leyth

Bénassy-Quéré Agnès

Benhamou Françoise

Ben Ayed Abdessalem

Ben Kahla Karim

Ben Miled Mounir

Ben Yedder Afif

Bernard Paraque

Betbeze Jean-Paul

Boissieu Christian de

Bouchamaoui Wided, Prix Nobel de la Paix

Bougzala Mongi

Boujenah Michel

Bourguignon François

Bousnina Mongi

Boussama Khaoula

Bréchet Christian  
Brender Anton  
Bresson Arnaud de  
Cartapanis André  
Chaabouni Tarek  
Charpin Jean-Michel  
Chelbi Afif  
Cherif Fayçal  
Chevalier Jean-Marie  
Cohen Daniel  
Dachraoui Mohamed  
D'Albis Hippolyte  
Degallaix Serge  
Dimassi Hassine  
Elloumi Hichem  
El Menkaoui de Freitas Najat  
Ezzine Mourad  
Farhat Raja  
Fitoussi Jean Paul  
Gaida Habib  
Ghachem Asma  
Ghorbal Samy  
Giaccomotto Christian  
Guigou Jean-Louis  
Haddar Mohamed  
Hannachi Salah  
Hatira Abdesslem

Houidi Taieb

Jouini Elyes

Karafi Néjib

Koiko Toshio

Kéfi Faiza

Lakhoua Foued

Limantour Jean François

Lorenzi Jean-Hervé

Louzir Hechmi

Malouche Mohamed Ali

Mamoughli Chokri

Mechri Hédi

Meddeb Radhi

Mérieux Alain

Moati Serge

Mouhoud El Mouhoub

Naccache Sonia

Nouira Chékib

Ouali Badreddine

Ounaïes Ahmed

Pastré Olivier

Pollin Jean-Paul

Portes Richard

Rassaa Abdelaziz

Redissi Hamadi

Reiffers Jean Louis

Rey Hélène

Saint-Etienne Christian

Sethom Mehdi

S'himi Mohamed

Smaili Mongi

Smaoui Ahmed

Tlatli Slim

Trabelsi Néjib

Trannoy Alain

Zargouni Hassen

Zimmerman Klaus

*Dans ce cadre, ils organisent une rencontre de présentation de l'appel le jeudi 15 Septembre 2016 à Paris. Le programme de cette manifestation comprend 15 communications. L'ouverture sera assurée par Jean Pierre Raffarin et Wided Bouchamaoui.*

<http://www.webmanagercenter.com/magazine/economie/2016/09/05/170846/tunisie-politique-l-etat-veut-il-reellement-combattre-la-corruption>

## Tunisie - Politique : L'Etat veut-il réellement combattre la corruption?



**Combattre la corruption. Tel est l'objectif clamé par les gouvernements successifs depuis le 14 janvier 2011 et réaffirmé récemment à l'occasion du dialogue visant à former le «gouvernement d'union nationale» dont la composition a été révélée le 20 août 2016 par son chef désigné, Youssef Chahed.**

La plateforme politique élaborée et signée à cette occasion par neuf partis politiques et trois organisations nationales -baptisée «Déclaration de Carthage»-, sur laquelle la formation de ce nouveau gouvernement se fonde et dont il va devoir concrétiser le contenu, cite en effet «la lutte contre la corruption et l'instauration des fondements de la bonne gouvernance» à l'alinéa 3 du point 4 concernant les priorités.

Puis, dans sa première déclaration de chef de gouvernement désigné, le 3 août 2016, ce dernier est même allé plus loin sur ce thème en réaffirmant que «*Déclarer la guerre contre la corruption et toutes les personnes corrompues*» constitue l'une de ses cinq –elle figure en deuxième position- priorités.

### **Eviction du “monsieur anticorruption“...**

Toutefois, les premiers actes n'ont pas suivi ces paroles. Bien au contraire, l'impression que donne aujourd'hui l'exécutif –présidence de la République et présidence du gouvernement- est qu'il va refaire à reculons le chemin parcouru durant l'année écoulée en matière de lutte contre la corruption, notamment grâce à l'action menée par Kamel Ayadi à la tête du ministère de la Fonction publique, de la Gouvernance et de la Lutte contre la corruption. Au moins deux faits corroborent et attestent ce constat.

**Article en relation: [Gouvernance: Kamel Ayadi promet le lancement du site des données ouvertes avant fin 2016](#)**

**Le premier tient justement au sort réservé à Kamel Ayadi. Si réellement la lutte contre la corruption était une priorité des pouvoirs publics, ce ministre aurait dû être maintenu à son poste pour lui permettre de parachever l'action qu'il a entamée.**



Lire aussi: [Tunisie - Gouvernance: Kamel Ayadi a présenté son Plan stratégique smart Gov 2020](#)

Le second fait, au moins tout aussi important et révélateur de la nouvelle orientation, est la disparition de la mention «lutte contre la corruption» dans l'appellation du ministère dont Abid Briki va prendre les manettes à la place de Kamel Ayadi, et qui n'est plus que le «ministère de la Fonction publique et de la Bonne gouvernance».

Conséquence de l'amputation «lutte contre la corruption»...

Passée sous silence, cette «amputation» est lourde de sens et de conséquences. Certes, elle pourrait être décryptée comme un simple aménagement «technique», dont Chawki Tabib a été le défenseur le plus zélé.

Lire aussi: [Tunisie - Gouvernance: 1,4 MDT supplémentaires pour l'INLUCC](#)

En effet, le président de l'Instance nationale de lutte contre la corruption (INLUCC) est récemment monté au créneau pour demander le «démantèlement» du ministère de la Fonction publique, de la Gouvernance et de la Lutte contre la corruption au motif qu'il fait double emploi avec l'instance qu'il dirige. Ce qui n'est pas vrai, puisque ce ministère a essentiellement une mission préventive et pédagogique –en vue de diffuser dans le pays les principes de transparence et de bonne gouvernance-, et que la lutte contre la corruption qui constitue la raison d'être de l'INLUCC n'en constitue qu'une infime partie.

En réalité, la disparition de la mention «lutte contre la corruption» dans le nom du ministère encore dirigé pour quelques jours par Kamel Ayadi est le signe d'un désintérêt total pour ce combat. Et la preuve en est administrée par le dossier et le litige le plus lourd de conséquences, en l'occurrence celui de la Banque Franco-Tunisienne (BFT), qui continue à être gérée par les pouvoirs publics d'une manière qui sert les intérêts particuliers –notamment ceux des gros bonnets à qui on veut permettre, par le projet de liquidation, d'éviter de rembourser les centaines de millions de crédits contractés- au détriment de ceux du pays.

## **Tunisie - Finance :**

### **Le CA d'ENNAKL a bondi de 36,3%**



La société ENNAKL AUTOMOBILES a récemment publié ses états financiers individuels et consolidés arrêtés au 30 juin 2016.

Ces derniers font ressortir une croissance du chiffre d'affaires du groupe de 36,3% à 226 MDT et une augmentation de la marge commerciale de 19,4% à 45,5 MDT.

Le résultat net part du groupe à fin juin 2016 s'est ainsi établi à 24,8 MDT contre 19,9 MDT un an plus tôt, enregistrant ainsi une hausse de 24,4%.

<http://www.webmanagercenter.com/actualite/economie/2016/09/03/170842/economie-jacob-kolster-promet-l-appui-de-la-bad-aux-reformes-engagees-par-la-tunisie>

## **Economie :**

### **Jacob Kolster promet l'appui de la BAD aux réformes engagées par la Tunisie**



Jacob Kolster, directeur régional de la BAD, chargé de la région Afrique du Nord, a souligné, lors d'une rencontre avec le nouveau ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, Mohamed Fadhel Abdelkefi, la disposition de son institution à poursuivre l'appui aux réformes et aux programmes de développement en Tunisie.

Dans un communiqué rendu public, vendredi 2 septembre, Fadhel Abdelkefi a exprimé l'espoir de voir la contribution de la BAD à la conférence internationale sur l'investissement, qui aura lieu en novembre 2016, refléter la profondeur des relations qui lient les deux parties.

Il a indiqué que la Tunisie veillera à consacrer une part importante dans l'ordre du jour de la conférence à la participation des grandes institutions mondiales et tunisiennes dans l'investissement.

<http://www.webmanagercenter.com/actualite/finance/2016/09/03/170834/bourse-de-tunis-bna-valeur-vedette-de-la-semaine-avec-une-progression-de-9-4>

## Bourse de Tunis :

### BNA, valeur vedette de la semaine, avec une progression de 9,4%



Pour la semaine du 29 août au 2 septembre, le Tunindex a clôturé presque au même niveau que celui de la semaine écoulé, à 5434,94 points (-0,02), bien que la semaine ait été riche en informations financières, avec la publication des états financiers intermédiaires au 30 juin 2016, selon l'analyse boursière hebdomadaire (du 29 août au 2 septembre 2016) de l'intermédiaire en Bourse, Tunisie Valeurs.

Les volumes ont connu une légère baisse par rapport à la semaine passée, cumulant 12,5 MDT, soit une enveloppe quotidienne moyenne de 2,5 MDT.

#### Analyse des valeurs

La valeur vedette de la semaine, le titre BNA a affiché la plus forte progression hebdomadaire (+9,4%), clôturant la séance du vendredi à 9,190 D. A noter que les états financiers intermédiaires au 30/06/2016 font ressortir une hausse du Produit net bancaire de 7% à 183 MDT et une progression du résultat net de 161%, qui passe en territoire positif, à 21 MDT.

Le titre BH a figuré parmi les meilleures performances de la cote pour la deuxième semaine consécutive. L'action s'est appréciée de 6,2% à 19,120 D, générant des échanges de 0,5 MDT.

Du côté des baisses et dans un volume de 0,37 MDT, le titre ADWYA s'est plié de 7,8%, à 7,100 D, pénalisé par les mauvais résultats semestriels. A rappeler que la société a dégagé, sur le premier semestre de l'année 2016, un résultat net en baisse de 80,3% à 0,59 MDT.

Echangé à hauteur de 1,54 MDT, le titre SFBT a été la valeur la plus dynamique de la semaine. L'action a terminé en territoire négatif, perdant 0,1% à 19,980 D.

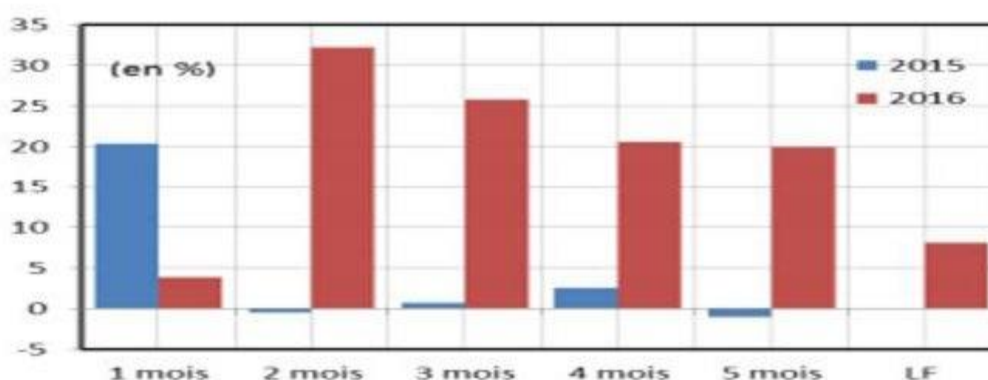
## Tunisie : Un Etat, très endetté et plus dépensier que jamais au 1er semestre 2016



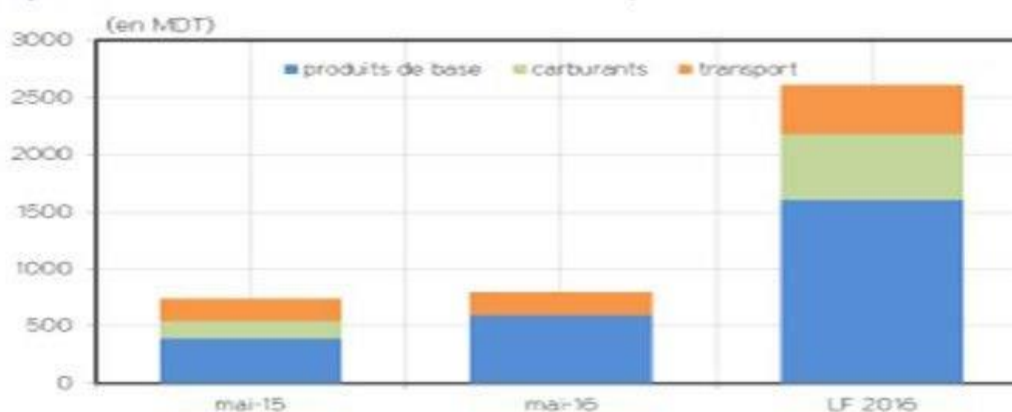
L'examen des résultats provisoires de l'exécution du budget de l'Etat, à fin mai 2016, fait apparaître une aggravation du déficit budgétaire au cours des cinq premiers mois de l'année 2016, par rapport à la même période de l'année précédente (1.823 MDT contre 126 MDT). Dans une récente note, la BCT (Banque Centrale de Tunisie) explique cela par «*l'accélération des dépenses hors principal de la dette à un rythme plus élevé que celui des recettes propres*». En effet, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 19,9% durant les cinq premiers mois de 2016, alors qu'elles enregistraient une baisse de 1% au cours de la même période de l'année précédente. Un rebond donc de plus de 20 points de base que la BCT explique par «*l'accélération des dépenses de rémunération (+18,3% contre +8,6%) et des interventions et transferts (+35,5% contre -29,6%)*». En face, les dépenses de subvention se sont établies à un niveau comparable à celui de 2015 et ont concerné exclusivement les produits de base et le transport, fait remarquer la note de la BCT. Rappelons à ce stade le chiffre de 56 milliards de dette donné par le chef du gouvernement tunisien aux députés qui a plus que doublé en 6 ans.

Note positive quand même, cette «nette reprise des dépenses en capital (titre II) est due, principalement, à l'accélération de l'exécution des projets d'investissement » et aux ressources propres de l'Etat qui ont augmenté de 8,5% durant les cinq premiers mois de 2016. Bémol, elles demeurent en deçà du taux de progression prévu dans la loi des finances, soit 12,4% pour l'ensemble de l'année. Il est important de préciser à cet égard, comme le fait la BCT, que «*cette évolution émane d'une hausse considérable et exceptionnelle des recettes non fiscales (cession de la licence 4G), alors que les recettes fiscales n'ont progressé que modérément (1,4% à comparer au taux de 11,4% prévu dans la Loi de Finances de 2016)*». Résultat, c'est par un recours intensif au financement intérieur que s'est fait le financement du déficit durant les cinq premiers mois de 2016.

Graph. 14 : Evolution des dépenses de gestion



Graph. 15 : Evolution des flux cumulés des Dépenses de subvention

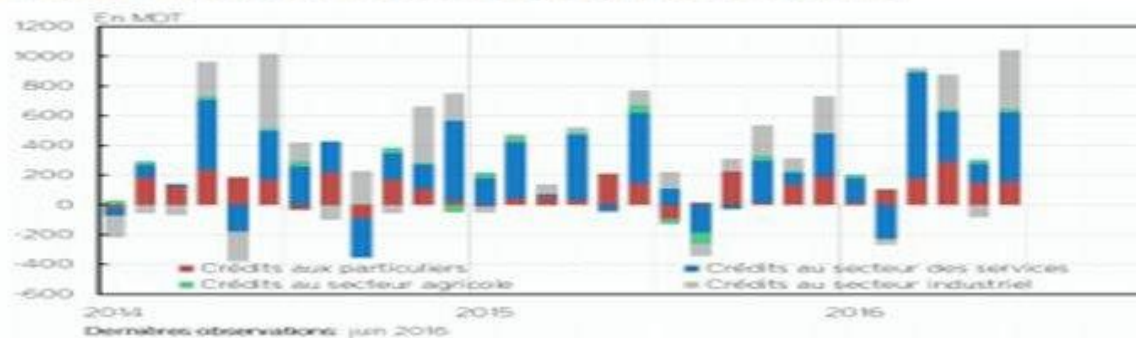


- Une dépréciation de 5,5 % du DT ... en 6 mois

De son côté, le déficit courant s'est établi à 4.682 MDT ou 5,1% du PIB contre 3.945 MDT ou 4,6% du PIB au cours de la même période de 2015. «*Cette évolution reflète, principalement, la faible performance du secteur touristique qui peine à se relever, avec des recettes en régression par rapport à l'an dernier (772,7 MDT seulement à fin juin 2016 contre 1.246,4 MDT au cours de la même période en 2015). Les revenus du travail ont aussi connu un repli durant ladite période (1.672,1 MDT contre 1814,5 MDT)*», explique encore la BCT. Enfin, et ce n'est pas la fin, les réserves de change se sont établies à 12.076,2 MDT à fin juin, soit l'équivalent de 110 jours d'importations, contre 14.102 MDT et 128 jours, respectivement, à fin 2015.

Et comme pour répondre à tous ceux qui crient haro sur l'immobilisme de la BCT face à la détérioration de la valeur du Dinar tunisien, la BCT fait remarquer que «*la poursuite de la dégradation de la balance courante et les difficultés rencontrées pour la mobilisation des ressources extérieures nécessaires pour combler le gap de financement, ont amené la Banque centrale à poursuivre une gestion plus flexible du taux de change visant à atténuer la baisse des avoirs en devises et leur maintien à un niveau acceptable. La baisse persistante des recettes en devises a amplifié les pressions sur le taux de change, ce qui a engendré une dépréciation importante du dinar vis-à-vis des principales devises*». Et de préciser que «*durant le premier semestre 2016, le dinar s'est déprécié en moyenne de 5,5% aussi bien face au dollar que vis-à-vis de l'euro comparativement à son niveau une année auparavant*».

Graph. 22: Evolution des crédits par type de bénéficiaire



La note de la BCT fait aussi remarquer que [«la masse monétaire](#), au sens de M3, a poursuivi sa reprise observée depuis le mois de mars 2016. En glissement annuel, cet agrégat a évolué au taux de 7,9% en juin 2016 contre 6,7% au mois précédent et 5,5% en juin 2015». Et d'expliquer ensuite que *«cette évolution serait due, à la fois, au regain de dynamisme des crédits à l'économie et à l'accélération des créances nettes sur l'Etat. L'évolution des crédits a profité aux professionnels, et à un moindre degré, aux particuliers. La plus forte progression des crédits aux professionnels a concerné les crédits à moyen et long termes octroyés au secteur des services et les crédits à court terme au secteur industriel. Quant à la progression des crédits aux particuliers, elle affiche une reprise assez vigoureuse des crédits à la consommation, au premier semestre 2016 reflétant, vraisemblablement, l'amélioration de la capacité d'endettement des ménages suite aux augmentations salariales enregistrées depuis la fin de l'année 2015»*. La BCT tranquillise cependant, en affirmant que *«cette évolution [ndlr : de la capacité d'endettement des ménages] ne serait pas inquiétante si elle permettait de booster la demande adressée au marché domestique»*, mais de concéder quand même que, *«elle mérite un suivi rapproché»*.

- Hausse, historique des besoins de liquidité «bouffés » au Ramadan et à l'Aïd

Chez les banques tunisiennes, «les pressions sur la liquidité se sont accentuées en juin (...) en relation avec les retraits importants effectués par les ménages pour faire face aux dépenses du mois de Ramadan, de l'Aïd El Fitr et de la période estivale ». Le volume global de refinancement moyen a d'ailleurs atteint en juin son niveau historique le plus élevé de 6.313 MDT et a frôlé, au début d'août la barre des 8 milliards de dinars, pour revenir actuellement à moins de 7,5 milliards de dinars après le versement des salaires.

Communiqué BCT

[http://africanmanager.com/17\\_tunisie-bourse-amen-bank-divise-par-2-son-rn-semestriel-malgre-un-pnb-inchange/](http://africanmanager.com/17_tunisie-bourse-amen-bank-divise-par-2-son-rn-semestriel-malgre-un-pnb-inchange/)

## **Tunisie-Bourse : Amen Bank divise par 2 son RN semestriel, malgré un PNB inchangé**



Les états financiers intermédiaires d'Amen Bank arrêtés au 30 juin 2016 font apparaître un total de capitaux propres de 680,102 MDT, y compris un résultat bénéficiaire de 35,745 MDT. A pareille période de l'exercice 2015, le RN (Résultat net) était pourtant de 59,124 MDT et qui avait alors terminé l'exercice avec une augmentation de seulement 1 MDT en six mois. Autre remarque, le PNB (Produit net bancaire) de la banque n'avait pratiquement pas bougé cette année par rapport aux 6 premiers mois de l'exercice 2015.

L'explication, que nous détaillerons dans un article à venir, réside en fait dans l'importante augmentation signalée dans la rubrique «Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif ». Cette dotation qui était de 28,153 MDT à la mi-exercice 2015, est désormais à 46,141 MDT. Nous y reviendrons donc.





[http://africanmanager.com/17\\_tunisie-bourse-pourquoi-unimed-a-t-elle-paye-plus-de-dividende-que-prevu/](http://africanmanager.com/17_tunisie-bourse-pourquoi-unimed-a-t-elle-paye-plus-de-dividende-que-prevu/)

## Tunisie-Bourse : Pourquoi Unimed a-t-elle payé plus de dividende que prévu ?



Au 30 juin 2016, les états financiers intermédiaires de la société Unimed de Ridha Charfeddine a réalisé des revenus de 31,787 MDT contre 29,906 MDT à la fin du premier semestre 2015. Ses charges d'exploitation ayant augmenté de presque 2 MDT et après un IS de 1,265 MDT, le résultat net de la période s'établissait à 7,287 MDT en nette hausse par rapport aux 5,670 MDT de la même période de l'exercice 2015.

Notons par ailleurs que les dividendes payés au cours des 6 premiers mois de 2016 s'élèvent à un montant global de 8,279.359 MDT, alors que les dividendes décidés par l'AGO du 20/06/2016 s'élevaient à 7,889.500 MDT soit 0,310 DT par action (avec un nombre total des actions de 25.450.000). Expliquant cette hausse des dividendes distribués, le management de la société cotée indique dans un communiqué que «l'excédent provient de dividendes décidés précédemment sur des exercices antérieurs et réclamés en 2016 par les actionnaires ».

<http://africanmanager.com/tunisie-bourse-dur-dur-pour-monoprix-1-185-md-de-deficit-net-en-2016/>

## Tunisie-Bourse : Dur dur pour Monoprix, 1.185 MD de déficit net en 2016



Les états financiers de la Société nouvelle maison de la ville de Tunis, Monoprix, montrent un résultat net déficitaire de 1,185 million de dinars (MD), à la fin du premier semestre de 2016, contre un bénéfice net de 2,726 MD durant la même période l'an dernier.

Monoprix explique ces mauvais chiffres par un repli de -2,8% des revenus semestriels de la société, pour s'établir à 255,8 MD contre 263,2 MD en 2015, alors que les charges d'exploitation sont presque restées au même niveau, 262,6 MD.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que le résultat d'exploitation de la période soit déficitaire de 1,343 MD contre un résultat excédentaire de 5,4 MD au premier semestre de l'an dernier. Dure dure l'année 2016 pour Monoprix...



<http://africanmanager.com/tunisie-bourse-les-benefices-du-1er-semester-depassent-deja-ceux-de-toute-lannee-2015-chez-pgh/>

## **Tunisie-Bourse : Les bénéfices du 1er semestre dépassent déjà ceux de toute l'année 2015 chez PGH**



Les états financiers individuels de PGH (Poulina Group holding), pour la période des 6 premiers mois de l'exercice 2016, affichent un total net de bilan de 461,661 MDT, un résultat net de 71,030 MDT et une variation de trésorerie négative de 0,48.988 DT. Remarquons tout de suite que ce bénéfice du 1<sup>er</sup> semestre 2016, 71,030 MDT, dépasse déjà celui de tout l'exercice 2015 qui était de 64,181 MDT. En consolidé, ce n'est pas le cas. Les bénéfices du premier trimestre 2016 sont de 55,283 MDT contre 80,022 MDT pour tout l'exercice 2015, mais toujours en hausse par rapport aux 48,856 MDT du 1<sup>er</sup> semestre 2015.

## **Afrique : L'énergie, les services financiers et les transports, les plus attractifs pour les investisseurs**



Selon une étude dénommée «Financer la croissance africaine à l'horizon 2020: perception des investisseurs internationaux», l'énergie est en tête des secteurs les plus attractifs d'après cette recherche menée auprès de 55 investisseurs étrangers. Le rapport souligne notamment comme atout principal du domaine énergétique, "son potentiel de retour sur investissement très significatif".

En deuxième position, figurent les services financiers qui recueillent 18% des intentions. Ce secteur inclut notamment les banques et les bourses. D'après le rapport, leur développement prodigieux est dû aux principales places financières africaines.

En queue de classement, se trouve le secteur des transports avec 11% d'avis favorables. Selon le rapport, il doit son émergence et l'intérêt qu'y portent les investisseurs aux multiples projets régionaux lancés par certains pays.

On cite entre autres, la ligne de chemin de fer Mombasa-Kigali ou encore le projet de route Brazzaville-Yaoundé dont la fin de la première phase a récemment été marquée par l'ouverture à la circulation du tronçon Ketta-Sembé (169 km). Le bitumage complet de cet axe de 1.624 km est annoncé pour 2020.